

to elect the Chairman, I think it would be wiser to do that the day after tomorrow.

The meeting rose at 4.30 p.m.

NINETY-SECOND PLENARY MEETING

Held in the General Assembly Hall at Flushing Meadow, New York, on Tuesday, 30 September 1947, at 11 a.m.

President: Mr. O. ARANHA (Brazil).

21. Installation of the Assistant Secretary-General in charge of Administrative and Financial Services

The PRESIDENT: According to the procedure established by the General Assembly, the Assistant Secretary-General takes the oath of office at a public meeting of the General Assembly. The Secretary-General has made a new appointment in the interval between the first and second sessions of the Assembly, and I now call upon him to introduce the new Assistant Secretary-General in charge of Administrative and Financial Services.

At the invitation of the President, the Vice-Presidents of the Assembly took their places on the platform.

The PRESIDENT: I wish to congratulate the Secretary-General on appointing Mr. Price as Assistant Secretary-General in charge of Administrative and Financial Services.

On behalf of the Assembly, I wish to extend to Mr. Price our good wishes as he undertakes the difficult and important duties of this post. I wish to express to him our confidence in his ability and in his devotion to the cause of the United Nations. I shall now call upon the Assistant Secretary-General to repeat the oath which I shall now read.

Mr. PRICE, Assistant Secretary-General in charge of Administrative and Financial Services, (*repeating the oath*): "I solemnly undertake to exercise in all loyalty, discretion and conscience, the functions entrusted to me as a member of the international service of the United Nations, to discharge those functions and regulate my conduct with the interests of the United Nations only in view, and not to seek or accept instructions in regard to the performance of my duties from any Government or other authority external to the Organization."

22. Introduction of representatives of specialized agencies and special guests

The PRESIDENT: I now have the honour to introduce to the General Assembly the distinguished representatives of organizations whose work, in a

tinienne et de procéder à l'élection du Président de la Commission, je crois préférable que nous le remettions à après-demain.

La séance est levée à 16 h. 30.

QUATRE-VINGT-DOUZIÈME SEANCE PLENIERE

Tenue dans la salle de l'Assemblée générale, à Flushing Meadow, New-York, le mardi 30 septembre 1947, à 11 heures.

Président: M. O. ARANHA (Brésil).

21. Installation du Secrétaire général adjoint chargé des services administratifs et financiers

Le PRÉSIDENT (*traduit de l'anglais*): Selon la procédure établie par l'Assemblée générale, les Secrétaires généraux adjoints prêtent serment au cours d'une séance publique de l'Assemblée générale. Dans le laps de temps qui s'est écoulé entre la première et la deuxième session de l'Assemblée, le Secrétaire général a procédé à une nouvelle nomination. Je l'invite maintenant à présenter à l'Assemblée le nouveau Secrétaire général adjoint chargé des services administratifs et financiers.

Sur l'invitation du Président, les Vice-Présidents de l'Assemblée prennent place à la tribune.

Le PRÉSIDENT (*traduit de l'anglais*): Je tiens à féliciter le Secrétaire général d'avoir désigné M. Price pour le poste de Secrétaire général adjoint chargé des services administratifs et financiers.

Au nom de l'Assemblée, j'adresse à M. Price nos meilleurs vœux de réussite dans l'accomplissement des fonctions difficiles et importantes qu'il assume. Je tiens à lui exprimer la confiance que nous plaçons en ses capacités, en son dévouement à la cause de l'Organisation des Nations Unies. J'invite maintenant le Secrétaire général adjoint à vouloir bien répéter la formule de serment dont je vais donner lecture.

M. PRICE, Secrétaire général adjoint chargé des services administratifs et financiers (*répétant en anglais la formule de serment*): "Je prends l'engagement solennel d'exercer en toute loyauté, discrétion et conscience, les fonctions qui m'ont été confiées en ma qualité de membre de l'administration internationale de l'Organisation des Nations Unies, de m'acquitter de ces fonctions et de régler ma conduite en ayant exclusivement en vue les intérêts de l'Organisation, sans solliciter ni accepter, dans l'accomplissement de mon devoir, d'instructions d'aucun Gouvernement ni d'aucune autorité extérieure à l'Organisation."

22. Présentation des représentants des institutions spécialisées et de certains invités

Le PRÉSIDENT (*traduit de l'anglais*): J'ai maintenant l'honneur de présenter à l'Assemblée générale les distingués représentants d'organisa-

very real sense, is an integral part of the great variety of tasks which confront us here in the General Assembly.

The International Court of Justice is one of the principal organs of the United Nations, but the seat of the Court is located at such a distance from us as to limit our contact with its officers to very rare occasions. It is therefore all the more important for our common task that the President of the Court honours us with his presence during the regular annual session of the General Assembly.

The distinguished President of the Court, Dr. Guerrero, is with us today, and I have great pleasure in presenting him to you.

At the invitation of the President, Dr. Guerrero, President of the International Court of Justice, took his place on the platform.

The PRESIDENT: Among the specialized agencies which have been brought into relation with the United Nations under the terms of the Charter, the oldest in point of service to humanity is the International Labour Organisation. The Governing Body of the International Labour Office has been so thoughtful as to appoint its officers—the Chairman, Sir Guildhaume Myrddin-Evans, the Vice-Chairman, Mr. David Zellerbach and Mr. Léon Jouhaux, together with its Director-General, Mr. Phelan—as its delegation to the second session of the General Assembly. I wish to extend to them our cordial welcome, and to pay tribute to the work of the organization which they represent.

At the invitation of the President, Sir Guildhaume Myrddin-Evans, Mr. Jouhaux and Mr. Phelan took their places on the platform.

The PRESIDENT: In these days of world-wide food scarcity and threatened starvation, I need not impress upon you the importance of the work that is being done by the Food and Agriculture Organization. We have the pleasure of having with us this morning, Sir John Boyd Orr, Director-General of that organization. In paying our compliments to him, we also express the hope that the Food and Agriculture Organization may be increasingly effective in measuring up to the grave responsibilities which world events place upon it. I am glad to present to you, Sir John Boyd Orr.

In another field, in the realm of the mind and the spirit, the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization is preparing to play a role of increasing effectiveness. We regret that Dr. Julian Huxley, the Director of the organization could not be present, but we are glad to present Mr. Walter Laves, its Deputy Director.

At the invitation of the President, Mr. Walter Laves took his place on the platform.

The PRESIDENT: In a world that has been made small by rapid communications we appreciate the importance of the efforts that are being made by the International Civil Aviation Organization to provide an orderly regulation of the practice of

tions dont l'activité fait partie intégrante, au sens propre du terme, de la grande mosaïque de tâches qui se présente à l'Assemblée générale.

La Cour internationale de Justice est l'un des organes principaux des Nations Unies, mais son siège est situé si loin de nous que nos contacts avec ses hauts fonctionnaires se limitent à de très rares occasions. Il est donc d'autant plus important pour notre tâche commune que le Président de la Cour ait bien voulu nous honorer de sa présence pendant la session annuelle ordinaire de l'Assemblée générale.

M. Guerrero, le distingué Président de la Cour, est avec nous aujourd'hui et j'ai le grand plaisir de vous le présenter.

Sur l'invitation du Président, M. Guerrero, Président de la Cour internationale de Justice, prend place à la tribune.

Le PRÉSIDENT (traduit de l'anglais): Parmi les institutions spécialisées qui ont été reliées aux Nations Unies, conformément aux termes de la Charte, c'est l'Organisation internationale du Travail qui a le plus d'ancienneté au service de l'humanité. Le Conseil d'administration du Bureau international du Travail a bien voulu envoyer en délégation à la deuxième session de l'Assemblée générale son Président, Sir Guildhaume Myrddin-Evans, ses Vice-Présidents, M. David Zellerbach et M. Léon Jouhaux, ainsi que M. Phelan, Directeur général. Je tiens à leur souhaiter cordialement la bienvenue et à rendre hommage à l'œuvre de l'organisation qu'ils représentent.

Sur l'invitation du Président, Sir Guildhaume Myrddin-Evans, M. Jouhaux et M. Phelan prennent place à la tribune.

Le PRÉSIDENT (traduit de l'anglais): En ces jours où la disette qui sévit dans le monde menace de tourner à la famine, il est inutile d'insister sur l'importance que présente l'activité de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture. Nous avons le plaisir d'avoir parmi nous ce matin Sir John Boyd Orr, Directeur général de cette organisation. En le remerciant de l'honneur qu'il nous fait, je veux exprimer l'espoir que l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture s'élèvera à la hauteur des graves responsabilités qui lui incombent du fait de la situation mondiale. J'ai le plaisir de présenter à l'Assemblée Sir John Boyd Orr.

Dans un autre domaine, celui de l'esprit, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture se prépare à jouer un rôle d'une importance croissante. Nous regrettons que M. Julian Huxley, Directeur de cette organisation, n'ait pu venir se joindre à nous, mais j'ai le plaisir de vous présenter le Directeur adjoint, M. Walter Laves.

Sur l'invitation du Président, M. Walter Laves prend place à la tribune.

Le PRÉSIDENT (traduit de l'anglais): Dans un monde rendu petit par la rapidité des communications, l'importance des efforts que déploie l'Organisation de l'aviation civile internationale pour régler méthodiquement la pratique de

aviation. We are glad to have with us Mr. Edward Warner, Chairman of the Council of the International Civil Aviation Organization, whom I present to you.

I now have the special honour of presenting to you the Director of the Pan American Union, Mr. Alberto Camargo Lleras, who was so kind as to invite the Secretary-General of the United Nations to attend the Inter-American Conference at Rio de Janeiro. This hospitality made a deep impression on the Secretary-General. Mr. Trygve Lie and I have joined in inviting Mr. Camargo Lleras to attend the General Assembly as our personal guest. We warmly welcome him here.

I now take pleasure in calling upon Sir Guildhaume Myrddin-Evans, Chairman of the Governing Body of the International Labour Office, who will speak on behalf of all the specialized agencies.

Sir Guildhaume MYRDDIN-EVANS, Chairman of the Governing Body of the International Labour Office: It is a great honour to have the privilege of addressing this Assembly of the United Nations, and especially to be allowed to speak on behalf of all the specialized agencies, which are in relationship with the United Nations, and to express on their behalf their gratitude and appreciation of the very gracious words of welcome which the President has offered them on behalf of this Assembly.

This is the first regular session of the Assembly since the agreements were ratified at the session held last December.

As the President has said, if I may for one moment mention the ILO, the Governing Body has sought to mark the importance which it attaches to this occasion by appointing as its delegation to this Assembly, in addition to the Director-General, the officers of the Governing Body: the Vice-Chairmen, Mr. Zellerbach of the United States and Mr. Jouhaux of France, and myself.

The keynote of all the agreements for the specialized agencies is co-operation. Co-operation is not a new thing; for anyone who cares to look into the records, the story of the last ten months will show great achievements in the matter of co-operation between the United Nations and the specialized agencies. But co-operation is never an easy road to follow, and there will inevitably be times when the specialized agencies will feel that the United Nations is encroaching upon their fields, and there will likewise be times when the United Nations will feel that the specialized agencies are not paying sufficient regard to the recommendations of the United Nations.

All those difficulties can be overcome with goodwill, and if we constantly remind ourselves that the United Nations and all the other inter-governmental organizations exist for one purpose only. They have no other reason for their existence. That purpose is not personal aggrandizement, and it is not in order to satisfy our

l'aviation ne nous échappe pas. Nous sommes heureux d'avoir parmi nous M. Edward Warner, Président du Conseil de l'Organisation de l'aviation civile internationale.

J'ai maintenant le grand honneur de présenter à l'Assemblée M. Alberto Camargo Lleras, Directeur général de l'Union panaméricaine, qui a eu l'amabilité d'inviter le Secrétaire général des Nations Unies à assister à la conférence interaméricaine de Rio-de-Janeiro. Cette attention a vivement touché le Secrétaire général. M. Trygve Lie et moi-même, nous avons cru devoir personnellement inviter M. Camargo Lleras à assister à l'Assemblée générale. Je lui souhaite la bienvenue parmi nous.

J'ai maintenant le plaisir d'inviter Sir Guildhaume Myrddin-Evans, Président du Conseil d'administration du Bureau international du Travail, qui va parler au nom de toutes les institutions spécialisées, à prendre la parole.

Sir Guildhaume MYRDDIN-EVANS, Président du Conseil d'administration du Bureau international du Travail (*traduit de l'anglais*): C'est pour moi un grand honneur de prendre la parole devant l'Assemblée des Nations Unies, et surtout d'être admis à parler au nom de toutes les institutions spécialisées qui ont établi des relations avec l'Organisation des Nations Unies, ce qui me permet de remercier en leur nom le Président pour les très aimables paroles de bienvenue qu'il leur a adressées au nom de cette Assemblée.

Cette session ordinaire de l'Assemblée est la première à laquelle nous assistions depuis la ratification des accords qui a eu lieu au cours de la session de décembre dernier.

Comme l'a dit le Président de l'Assemblée, le Conseil d'administration de l'OIT — si je puis me permettre de mentionner un instant cette organisation — a tenu à souligner l'importance qu'il attache à cet événement en envoyant à cette Assemblée une délégation qui comprend, outre M. Phelan, Directeur général, M. Zellerbach (Etats-Unis d'Amérique) et M. Jouhaux (France), Vice-Présidents, ainsi que moi-même.

L'idée qui a présidé à la conclusion des accords avec les institutions spécialisées est la coopération. La coopération n'est pas chose nouvelle; quiconque prend la peine de consulter les documents où se trouvent consignés les travaux des dix derniers mois peut se rendre compte que de grands progrès ont été accomplis dans la voie de la coopération par l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées. Néanmoins, la voie de la coopération n'est jamais aisée, et il y aura sûrement des moments où les institutions spécialisées estimeront qu l'Organisation des Nations Unies empiète sur leur domaine, et aussi des moments où l'Organisation des Nations Unies estimera que les institutions spécialisées ne tiennent pas suffisamment compte de ses recommandations.

Toutes ces difficultés peuvent être surmontées grâce à la bonne volonté et à la condition que nous gardions toujours présente à l'esprit cette idée que l'Organisation des Nations Unies, ainsi que toutes les autres organisations intergouvernementales n'existent qu'à une seule fin, en dehors de laquelle elles n'ont aucune raison d'être. Cette

desires, personal or corporate; to exercise authority. That purpose, in a word, is to serve the peoples of the world and, in the final reckoning, that is how this Organization and the specialized agencies will be judged.

In the final reckoning, the question that will be put to us, to the United Nations and to the specialized agencies, is not: has the ILO done something which the World Health Organization ought to have done?—or has the Food and Agriculture Organization failed to do something which the Assembly wanted it to do? The questions that will be put to all the organizations are these: have you banished war? Have you banished fear? Have you banished poverty? Have you banished unemployment? And above all, have you secured for the lowliest person in the most insignificant State in the world that personal freedom which is the foundation of all other liberties, and without which every other privilege is as naught? Upon the answers to these questions, the United Nations and the specialized agencies will be judged when the day of reckoning comes.

To achieve those objectives, there is needed, between the United Nations and the specialized agencies, what the Director-General of the ILO last year called a real and true partnership of service. I think I can speak on behalf of all the specialized agencies when I give this assurance that the specialized agencies, for their part, will make their full contribution in that partnership.

The PRESIDENT: Dr. Guerrero, President of the International Court of Justice, will now address the General Assembly.

Mr. GUERRERO, President of the International Court of Justice, (*translated from French*): I am particularly happy to have the opportunity of giving you some information concerning the International Court of Justice.

The International Court of Justice was officially inaugurated in April 1946. Since then the Court has begun the work of reorganizing its services and adapting its procedure to the new situation, although in the main it can be considered the successor to the Permanent Court of International Justice.

Since completing this work of reorganization and re-adaptation the Court has had before it only one case—namely, the United Kingdom's complaint against Albania regarding the incidents in the Corfu Channel. Proceedings in the case have already begun. The written proceedings are in progress, and the Court will meet in a few months' time to give judgment.

I should like to remind you, however, that the Court's activity depends both on the Members of the United Nations Organization and on the United Nations itself.

fin, ce n'est pas notre satisfaction personnelle, ce n'est pas la réalisation d'un désir, individuel ou collectif, d'exercer l'autorité; cette fin — pour l'énoncer brièvement — c'est de se mettre au service des peuples du monde, et c'est, en fin de compte, la mesure dans laquelle elles se seront distinguées dans l'accomplissement de cette tâche qui servira à juger l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées.

Le jour du règlement des comptes, les questions qui seront posées à l'Organisation des Nations Unies et aux institutions spécialisées ne seront pas: l'OIT a-t-elle fait quelque chose qui relevait du domaine de l'Organisation mondiale de la santé? L'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture a-t-elle omis de faire quelque chose que l'Assemblée aurait voulu qu'elle fît? Les questions que l'on posera à toutes les organisations seront celles-ci: Avez-vous éliminé la guerre? Avez-vous banni la crainte? Avez-vous chassé la misère? Avez-vous supprimé le chômage? Et surtout, avez-vous assuré au citoyen le plus humble de l'Etat le moins puissant du monde cette liberté individuelle sur laquelle repose toutes les autres libertés et sans laquelle aucun autre privilège n'a de valeur? De la réponse qu'elles seront en mesure de faire à ces questions au jour du règlement des comptes dépendra le jugement qui sera porté sur l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées.

Pour que ces objectifs puissent être atteints, il faut que s'établisse entre l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées, comme le disait l'année dernière le Directeur général de l'OIT, une véritable association dans le travail. Je crois être l'interprète de toutes les institutions spécialisées en donnant l'assurance qu'en ce qui les concerne elles fourniront à une telle association une collaboration sans réserve.

Le PRÉSIDENT (*traduit de l'anglais*): M. Guerrero, Président de la Cour internationale de Justice, va maintenant prendre la parole.

M. GUERRERO, Président de la Cour internationale de Justice: Je suis particulièrement heureux de pouvoir donner quelques renseignements en ce qui concerne la Cour internationale de Justice.

La Cour internationale de Justice a été inaugurée officiellement en avril 1946. Depuis ce moment, la Cour a commencé à réorganiser ses services et à adapter son règlement à la nouvelle situation qui se présente, bien qu'on puisse, en somme, considérer que la Cour succède à la Cour permanente de Justice internationale.

Ce travail de réorganisation et de réadaptation terminé, a Cour n'a été saisie jusqu'ici que d'une seule affaire, la plainte du Royaume-Uni contre l'Albanie concernant les incidents survenus dans le détroit de Corfou. La procédure relative à cette affaire a été entamée. La procédure écrite est en cours et, dans quelques mois, la Cour se réunira pour rendre son jugement.

Je voudrais cependant vous rappeler que l'activité de la Cour dépend à la fois des Membres de l'Organisation des Nations Unies et de l'Organisation elle-même.

As you are aware, the Court has a dual jurisdiction: it can decide disputes and give advisory opinions. As regards the former, cases are brought before it by States; in the latter, through the organs of the United Nations. We therefore expect Members and organs of the United Nations to submit to the Court any disputes or advisory questions which may arise.

The PRESIDENT: I call upon Dr. Alberto Camargo Lleras, Director-General of the Pan American Union.

MR. CAMARGO LLERAS, Director-General of the Pan American Union (*translated from Spanish*): The Pan American Union deems it a special honour that its Director has been invited to the General Assembly of the United Nations by its very distinguished President, Mr. Oswaldo Aranha, and by the Secretary-General, Mr. Trygve Lie. Not long ago, at Rio de Janeiro, the nations of America, having met to consider a treaty of legitimate, collective self-defence as provided for in Article 51 of the Charter, invited the eminent statesman who is in charge of the Secretariat of the United Nations to attend the Conference and had the pleasure of hearing him speak there. When Mr. Trygve Lie had to return to his duties, Mr. Cohen remained as United Nations observer. The purpose of that invitation, unprecedented in the American regional system, was to demonstrate to world opinion and to the United Nations that the American States form a regional association within the framework of the United Nations Organization, pursuing the latter's aims and principles, and that no agreement made among the American States may go beyond the limits of the Charter.

However, perhaps some members of this General Assembly, unfamiliar with this American regional organization, may feel that, since the United Nations exists, it is neither necessary nor desirable to have two such powerful machines to achieve the same purposes and defend the same principles. I avail myself of the generous hospitality of this Assembly to explain to you more fully some of the fundamental bases of a regional system which is the oldest example in modern times of an international system of law and, unquestionably, one of the most successful.

Those of you who, like myself, had the privilege of being present at the founding of the United Nations at San Francisco, will not be surprised if I say that in the Chapter on regional arrangements the Charter had to sanction an achievement which had proved itself and which fostered world peace and security, and that the provisions concerning such arrangements took the prior existence of the pan-American system very much into account. As a matter of fact, twenty-one of the fifty nations which came to San Francisco could not have al-

Comme vous le savez, la Cour a une juridiction contentieuse et une juridiction consultative. Pour la première, ce sont les Etats qui doivent saisir la Cour; pour la seconde, ce sont les organes de l'Organisation des Nations Unies. Nous attendons donc des Etats Membres et des organes de l'Organisation qu'ils veuillent bien soumettre à la Cour toutes les affaires d'ordre contentieux ou consultatif qui se présenteront.

Le PRÉSIDENT (*traduit de l'anglais*): Je donne maintenant la parole à M. Alberto Camargo Lleras, Directeur général de l'Union panaméricaine.

M. CAMARGO LLERAS, Directeur général de l'Union panaméricaine (*traduit de l'espagnol*): C'est un honneur insigne pour l'Union panaméricaine que son Directeur ait été invité à l'Assemblée générale des Nations Unies par le très distingué Président, M. Oswaldo Aranha, et par le Secrétaire général, M. Trygve Lie. Il y a peu de temps, à Rio-de-Janeiro, les nations d'Amérique réunies en vue d'étudier un traité de légitime défense collective, comme il est prévu à l'Article 51 de la Charte, invitèrent l'éminent homme d'Etat qui est chargé du Secrétariat des Nations Unies à se rendre à la Conférence où elles eurent le plaisir de l'entendre. Lorsque M. Trygve Lie dut rentrer, rappelé par les devoirs de sa charge, M. Cohen demeura en qualité d'observateur pour l'Organisation des Nations Unies. Le but de cette invitation, sans précédent dans le système régional américain, a été de faire ressortir devant l'opinion mondiale et devant les Nations Unies que les Etats d'Amérique étaient associés sur une base régionale dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies, suivant les buts et les principes mêmes de l'organisation mondiale, et qu'aucun accord qu'ils pourraient conclure ne saurait empiéter sur les limites de la Charte.

Cependant, il se peut que certains des Membres de cette Assemblée ne connaissent pas très bien cette organisation régionale américaine, qu'ils ne voient peut-être pas clairement, puisque l'Organisation des Nations Unies existe, pourquoi il serait nécessaire et opportun d'avoir recours à deux puissantes organisations distinctes pour atteindre les mêmes buts et défendre les mêmes principes avec efficacité. Qu'il me soit permis de profiter du généreux accueil de l'Assemblée pour faire connaître plus largement quelques-unes des bases fondamentales d'un système régional qui, dans les temps modernes, constitue l'essai le plus ancien d'un régime international de droit et, sans aucun doute, est un de ceux qui ont le mieux réussi.

Pour nous qui avons eu l'avantage d'assister à la fondation de l'Organisation des Nations Unies à San-Francisco, il ne nous semble pas anormal d'affirmer que la Charte a dû consacrer dans le Chapitre sur les accords régionaux un état de choses ancien, qui a fait ses preuves et qui est propice à la paix et à la sécurité du monde, et que les dispositions relatives à ces accords ont tenu compte dans une large mesure de l'existence antérieure du système panaméricain. En fait, vingt et une nations sur les cinquante qui s'étaient réunies

lowed the world organization to destroy their regional system. Why was this? Many who saw with what enthusiasm and energy the American States, especially those of Latin America, defended their regional system, were at a loss to understand how pan-Americanism—regarded by them as an effective tool of imperialism whereby the United States, the strongest Power, was aiming to subjugate the continent—could be the object of such admiration, such devotion and such zeal on the part of the very States which were supposed to be shackled by it. The reason is clear. The American system, a system of law based upon the principles of a sound legal structure and high standards of ethics—although merely a structure of words lacking coercive power—banished imperialistic tendencies from the American continent and checked for ever the inclination, shown by some United States leaders, to think that their people was obviously destined to govern the hemisphere and make it conform to their needs and interests. This is the only possible explanation for the fact, a miracle in history, that twenty-one nations are living together, each enjoying full independence and autonomy, although one of them is one of the foremost world Powers and some of the others might be counted among the smallest. This is the result of the continual progress of the regional system and its influence, primarily, upon the opinion of the peoples of the American continent, including, of course, public opinion in the United States.

Now, to take an example, at Rio de Janeiro we have gone a step farther: we have assumed the obligation, equally binding upon all, to adopt certain serious defence measures if two-thirds of the American States vote in favour thereof—and this obligation is binding even upon States which do not agree with such measures. This principle is what the internationalists have always desired as the basis for a democratic world Government. It is not easy to apply, admittedly. However, stable peace, free from fears and anxieties, will not be achieved until all nations accept this principle as the inevitable consequence of the legal equality of States.

The evolution of the American system and of the Pan American Union, which embodies it, was not an easy process. In the fifty-seven years of its existence, there have been wars between American States, as well as wars of conquest and imperialistic acts. But the system prevailed. Every five, every ten years, some progress was made. The most recent advances, those achieved since the proclamation of the "good neighbour policy" in Montevideo in 1933, were spectacular. At San Francisco, therefore, no one was better prepared than the American States to accept in good faith the obligations of the Charter. They well know what it means for countries to be governed by a juridical system rather than by unbridled force. No American State would think of being isolated from international life, and all of them realize that na-

à San-Francisco n'auraient pu admettre que l'Organisation mondiale détruisît leur organisation régionale. Pourquoi? Nombre de ceux qui voyaient l'ardeur et l'énergie avec lesquelles les Etats américains, et plus particulièrement les Etats latino-américains, défendaient leur système régional, n'arrivaient pas à comprendre comment le panaméricanisme, que l'on jugeait être un instrument efficace de l'impérialisme et de l'asservissement du continent à la plus grande des Puissances qu'il comprend, les Etats-Unis, comment ce panaméricanisme suscitait tant d'admiration, tant de dévouement et tant de zèle chez des Etats que l'on supposait lui être soumis. L'explication va de soi: le système américain, régime de droit qui repose sur des principes d'une forte structure juridique et d'une grande noblesse morale — bien qu'il ne soit qu'une construction verbale nullement appuyée par la force — a réduit à néant la volonté d'impérialisme sur le continent américain; ce système a, pour toujours, coupé court aux tendances de certains dirigeants des Etats-Unis, qui en étaient venus à croire que leur peuple était manifestement destiné à gouverner tout l'hémisphère et à l'adapter à ses besoins et à sa convenance. C'est la seule explication possible du fait que, véritable miracle de l'histoire, vingt et un pays vivent côte à côte en toute indépendance et en toute autonomie, alors que l'un d'eux est l'une des plus grandes Puissances du monde et que quelques autres pourraient figurer parmi les plus petites. C'est le système régional chaque jour plus perfectionné qui a produit ce résultat, en agissant principalement sur l'opinion des peuples du continent américain et aussi sur l'opinion publique des Etats-Unis. Et maintenant, je vais citer un exemple: à Rio-de-Janeiro, nous sommes allés plus loin, nous avons assumé l'obligation égale pour tous d'adopter certaines mesures de défense importantes par un vote de la majorité des deux tiers des Etats américains — et cette obligation s'étendra même aux Etats qui n'auront pas voté en faveur desdites mesures. Ce principe constitue la base que les partisans de l'internationalisme ont toujours recherchée pour fonder un gouvernement démocratique du monde. Certes, ce principe n'est pas facile à appliquer. Pourtant l'on n'arrivera à une paix durable, sans anxiété et sans menaces, que lorsque toutes les nations auront accepté ce principe comme une conséquence inévitable de l'égalité juridique des Etats.

L'évolution du système américain et de l'Union panaméricaine qui en est la représentation n'a pas été aisée. Au cours de ses cinquante-sept années d'existence, il y a eu des conflits armés entre les Etats américains, ainsi que des guerres de conquête et des menées impérialistes. Mais le système a survécu. Tous les cinq ans, tous les dix ans, il enregistrait un progrès. Les derniers progrès, accomplis depuis la proclamation de la politique de bon voisinage à Montevideo, en 1933, ont été vertigineux. C'est pour cette raison qu'à San-Francisco nul n'était mieux préparé que les Etats américains à accepter de bonne foi les obligations de la Charte. Ils savent bien tout ce que vaut pour les Etats un régime juridique qui se substitue aux débordements de la force. Aucun Etat américain ne concevrait la possibilité de vivre isolé, au point

tions, like men, must live as a community if they desire peace and security. What kind of community? A community in which all States are equal. But amongst individuals there can be no peace if black and white, rich and poor, worker and employer, are not equal before the law or if the law accepts any discriminations dictated by hatred, prejudice or economic interest as a fixed rule of community life. Of course, inequality does not disappear merely because the law condemns it; but if confirmed and approved by law, it will certainly persist longer, and the unfairness will become more invidious.

Our American system has always been, and will continue to be, a system of peace. Since the United Nations Charter requires its Member States always to seek peaceful means and bids them find pacific settlements for their disputes, without, however, offering any procedure for them to follow, the American regional system must exist for the purpose of maintaining peace and providing twenty-one republics with such procedure. Furthermore, since Article 51 establishes the inherent right of self-defence, which may be used if, despite the international machinery, an armed attack should occur, the American system provides for legitimate collective self-defence until the Security Council has taken the measures necessary for the re-establishment of peace and security. If, at San Francisco, the States, anticipating the difficulties of the Council's voting system, had not feared the possibility of armed attacks which might not be settled pacifically by the Council, Article 51 would not have been written, and naturally we should not have signed the Treaty of Rio de Janeiro. In practice, of course, that instrument will never be invoked, and even in theory it will disappear as soon as every State can be sure that there will not be a single act of aggression which is beyond the Council's powers to prevent, halt or suppress, quite effectively. Since the signing of the Treaty of Rio de Janeiro, we are in a position to guarantee the United Nations that, at least in the American hemisphere and amongst American States, there will be no war. And this contribution to peace is an adequate *raison d'être* for our regional system.

All States and all nations fear there may be another world war. They are all agreed that the United Nations is the only hope of preventing it—humanity's last hope—and not just the present United Nations, but a United Nations steadily evolving towards an international world government. The San Francisco Charter is only a starting-point, created by circumstances as a pragmatic instrument embracing everything that was feasible at the time of its drafting. To claim that each State should entrench itself behind the advantages granted under the special circumstances which existed in 1945, would be tantamount to saying that there is no course open to history other than to tear up the Charter. The problem is much simpler than this: it is a choice between world government for the benefit of all States and an odious governing of the world by a single nation after it

de vue international, et tous comprennent que les nations comme les hommes doivent vivre en société si l'on veut la paix et la sécurité. Quelle société? Une société où tous les Etats soient égaux. Mais entre les hommes non plus la paix ne peut exister lorsqu'il n'y a inégalité juridique entre le noir et le blanc, le riche et le pauvre, l'ouvrier et le patron, et lorsque les discriminations que la haine, les préjugés ou l'intérêt économique prétendent poser comme règles fixes de l'état social sont inscrites dans la loi. Il est évident que l'inégalité ne disparaît pas du seul fait que la loi la condamne, mais il est certain que si la loi la confirme et l'approuve, elle durera davantage et le déséquilibre sera plus monstrueux.

Notre système américain a toujours été pacifique et il continuera de l'être. Etant donné que la Charte des Nations Unies veut que les Etats Membres recherchent toujours des méthodes pacifiques et qu'elle les invite à régler leurs conflits pacifiquement — sans toutefois leur en indiquer la méthode — le système régional américain doit subsister pour maintenir la paix et pour fournir cette méthode aux vingt et une républiques. Mais aussi, étant donné que l'Article 51 reconnaît le droit de légitime défense dans le cas où une agression armée se produirait en dépit du mécanisme international, le système américain pourvoit à la défense légitime collective jusqu'à ce que le Conseil de sécurité ait pris les mesures nécessaires pour rétablir la paix et la sécurité. Si, à San-Francisco, les Etats qui appréhendaient les difficultés du système de vote au Conseil n'avaient craint que des agressions armées ne se produisent sans que le Conseil puisse imposer la paix, l'Article 51 n'aurait même pas été rédigé et, naturellement, nous n'aurions pas signé le Traité de Rio-de-Janeiro. En pratique, il est certain que l'on n'invoguera pas cet instrument et même que, théoriquement, ce Traité disparaîtra lorsque tout Etat pourra être assuré qu'il ne se produira pas un seul acte d'agression que le Conseil ne pourrait empêcher, arrêter ou réprimer en toute efficacité. Depuis la signature du Traité de Rio-de-Janeiro, nous pouvons garantir aux Nations Unies que, tout au moins dans l'hémisphère américain et entre Etats américains, il n'y aura pas de guerre. Et cette contribution à la paix est un élément suffisant pour que notre système régional demeure.

Tous les Etats et tous les peuples craignent la possibilité d'une autre guerre mondiale. Et tous conviennent que l'Organisation des Nations Unies représente le seul espoir de l'éviter, le dernier espoir de l'humanité. Il ne s'agit pas seulement de l'Organisation des Nations Unies actuelle, mais d'une Organisation des Nations Unies en voie de constante évolution et qui tend vers un gouvernement international du monde. La Charte de San-Francisco n'est qu'un point de départ; elle a été créée pour répondre aux circonstances, en tant qu'instrument pratique représentant tout ce que l'on pouvait faire au moment où elle a été élaborée. Prétendre que chaque Etat se retranche derrière les avantages accordés à ce moment-là, dans la conjoncture spéciale de 1945, reviendrait à déclarer qu'il n'est pas d'autre issue pour l'histoire que de déchirer la Charte. Le problème qui

has destroyed all opposition. It is the selfsame problem as that faced by prehistoric man, and one which he solved in the course of thousands of years by establishing rules of justice and creating systems of government. The individual transfers his prerogatives to the government in exchange for the privilege of not having merely and simply to submit to any one who can strike a better and a harder blow. He requires, however, that the stronger should not be allowed to keep on striking with impunity: that is, there should not be anyone stronger from the legal point of view.

From the First World War many strong Powers emerged; from the Second, only two, while the others lost ground or struggled through serious crises. After a third, only one nation would prevail. Whichever it was, it would be a world government of the most arbitrary, the most intolerant, the most oppressive power humanity has ever known. But there is an alternative—that world government should be in the hands of all States—and this alternative spells peace. It cannot be right for any one nation to place its own particular interests above that supreme need of the human race.

The American States represented in the regional system have succeeded in living worthily and in peace by offsetting the disproportionate might of one of their number against the independence of the others. Great and small nations can, therefore, live together in peace, security and freedom, under a system of law. The United Nations is put to a harder test because it remains to be seen if the great Powers themselves can live together in peace. To achieve the goal, there is only one formula: the great Powers must agree to live as if they were small nations or else as if every nation, by the mere fact of being a nation, were great. That ought to be the final goal of this eminent body, if it aspires to govern the world. However, the San Francisco Charter, which limited itself to uniting the nations, is not designed for that purpose alone. It must continue to be perfected; it will never be too late to complete that process.

Please accept my sincere thanks, Mr. President, for your generosity in making it possible for this world Assembly to hear the humble voice of one who merely happens to be the representative of a system of peace which serves the same purposes as the United Nations and aspires daily to become a better regional agreement, in the service of the United Nations and of humanity. On behalf of the Pan American Union I wish to express to all of you our appreciation, and assure you that we are eagerly following your discussions, in the conviction that they will be a decisive factor in the achievement of world peace and security.

se pose est beaucoup plus simple: ou bien un gouvernement mondial pour tous les Etats, ou bien l'abominable gouvernement du monde par une seule nation, après que cette nation aurait détruit toutes les forces qui s'opposent à elle. Ce problème s'est posé à l'humanité dès l'époque de la préhistoire et elle l'a résolu au cours des millénaires au moyen de règles de droit et de la création de systèmes de gouvernement. L'individu confie ses droits à un gouvernement, en échange de quoi il n'est pas tenu de se soumettre purement et simplement à quiconque frappe le mieux et le plus fort. Mais l'individu exige que le plus fort ne puisse continuer de porter ses coups sans être soumis à la règle commune: c'est dire que, juridiquement, personne ne doit être le plus fort.

De la première guerre mondiale sont sorties de nombreuses Puissances dominantes. De la deuxième, il n'en est sorti que deux, au fur et à mesure que les autres perdaient du terrain ou se débattaient dans des crises profondes. De la troisième, il n'en sortirait qu'une seule. Quelle qu'elle soit, c'est cette Puissance qui serait le gouvernement du monde, le gouvernement le plus arbitraire, le plus intolérant, qui ferait régner l'oppression la plus lourde qu'aurait connue l'humanité. L'autre terme de l'alternative qui s'offre, c'est que le gouvernement du monde soit exercé par tous les Etats et cette alternative, c'est la paix. Il ne peut être licite qu'une nation, n'importe laquelle, prétende placer son intérêt particulier au-dessus de cette nécessité suprême du genre humain.

Les Etats américains représentés dans le système régional ont réussi à vivre en paix en toute dignité et à établir l'équilibre entre la force démesurée de l'un d'entre eux et l'indépendance des autres. L'on peut donc vivre en paix, en sécurité et aussi en toute liberté, lorsque le droit régit grandes et petites nations. La preuve est plus difficile en ce qui concerne les Nations Unies, car il s'agit de savoir si les grandes Puissances, elles aussi, peuvent vivre en paix. Pour y arriver, il n'existe qu'une formule: que les grandes Puissances acceptent de vivre comme si elles étaient petites ou comme si, du seul fait qu'elle existe, toute nation était grande. Telle doit être l'ambition suprême de votre éminente Assemblée si elle aspire à gouverner le monde. Mais la Charte de San-Francisco, qui s'est bornée à unir les nations, n'a pas été conçue à cette seule fin. Il faudra continuer de la perfectionner; il ne sera jamais trop tard pour le faire.

Je vous remercie vivement, Monsieur le Président, d'avoir bien voulu permettre que se fasse entendre, dans cette Assemblée mondiale, la voix modeste de celui qui se trouve représenter aujourd'hui un système de paix dont les buts sont les mêmes que ceux de l'Organisation des Nations Unies, système qui aspire à constituer chaque jour un exemple meilleur d'accord régional, au service des Nations Unies et de l'humanité. Au nom de l'Union panaméricaine, j'ai l'honneur de présenter à cette Assemblée l'hommage de sa reconnaissance et l'assurance qu'elle suit anxieusement vos débats, avec la conviction qu'ils seront décisifs pour la paix et la sécurité du monde.

The PRESIDENT: On behalf of the General Assembly, I thank the representatives of the specialized agencies and our special guests for their remarks, and I express to them our pleasure at having them among us during our deliberations.

23. Admission of Pakistan and Yemen to membership in the United Nations: report of the First Committee (document A/399)

The PRESIDENT: I call upon the representative of Denmark, Rapporteur of the First Committee.

Mr. FEDERSPIEL (Denmark): The General Assembly on 23 September decided to refer to the First Committee the resolution of the Security Council on the admission of new Members to the United Nations (document A/350).

The First Committee considered the recommendation of the Security Council on the admission of Pakistan and Yemen on 24 September 1947. The representative of Australia proposed a resolution recommending that the General Assembly admit Yemen and Pakistan to membership in the United Nations (document A/C.1/188), and this resolution was unanimously approved by the Committee.

The First Committee therefore recommends to the General Assembly the adoption of the following resolution:

"The General Assembly,

"Taking note of the application for membership submitted to the United Nations by Pakistan and Yemen, and of the recommendation of the Security Council that the Assembly admit Pakistan and Yemen to membership;

"Determines that Pakistan and Yemen are, in its judgment, peace-loving States, within the meaning of Article 4 of the Charter, and are able and willing to carry out their obligations under the Charter, and consequently

"Decides to admit Pakistan and Yemen as Members of the United Nations."

In connexion with the admission of Pakistan, certain legal questions were raised by the representative of Argentina and discussed by the Committee. It was decided, on the motion of the representative of Australia, "that the legal problem raised by the representative of Argentina be referred to the Legal Committee for consideration and report".

On the suggestion of the representative of Chile, it was further agreed that, in the view of the Committee, the opinion eventually delivered by the Sixth Committee would have no bearing whatever on the recommendation of the First Committee concerning the admission of Pakistan, but was for future reference only.

The PRESIDENT: I call upon the representative of the United Kingdom.

Le PRÉSIDENT (*traduit de l'anglais*): Au nom de l'Assemblée générale, je remercie les représentants des institutions spécialisées et nos hôtes distingués des paroles qu'ils ont prononcées; je leur exprime le plaisir que nous ressentons à les avoir parmi nous au cours de nos délibérations.

23. Admission du Pakistan et du Yémen dans l'Organisation des Nations Unies: rapport de la Première Commission (document A/399)

Le PRÉSIDENT (*traduit de l'anglais*): Je donne la parole au représentant de Danemark, Rapporteur de la Première Commission.

M. FEDERSPIEL (Danemark) (*traduit de l'anglais*): L'Assemblée générale a décidé, le 23 septembre, de renvoyer à la Première Commission la résolution du Conseil de sécurité sur l'admission de nouveaux Membres à l'Organisation des Nations Unies (document A/350).

La Première Commission a examiné, le 24 septembre 1947, la recommandation du Conseil de sécurité relative à l'admission du Pakistan et du Yémen. Le représentant de l'Australie a présenté une résolution recommandant à l'Assemblée générale d'admettre le Yémen et le Pakistan comme Membres des Nations Unies (document A/C.1/188), et la Commission a adopté cette résolution à l'unanimité.

En conséquence, la Première Commission recommande à l'Assemblée générale d'adopter la résolution suivante:

"L'Assemblée générale,

"Prenant acte des demandes d'admission à l'Organisation des Nations Unies présentées par le Pakistan et le Yémen, et de la décision prise par le Conseil de sécurité de recommander à l'Assemblée générale d'admettre le Pakistan et le Yémen comme Membres de l'Organisation des Nations Unies,

Juge que le Pakistan et le Yémen sont des Etats pacifiques au sens de l'Article 4 de la Charte, qu'ils sont capables de remplir les obligations de la Charte et disposés à la faire et, pour ces motifs,

Décide d'admettre le Pakistan et le Yémen en qualité de Membres des Nations Unies."

En ce qui concerne l'admission du Pakistan, le représentant de l'Argentine a soulevé certaines questions juridiques que la Commission a examinées. Sur la proposition du représentant de l'Australie, elle a décidé "de renvoyer à la Commission des questions juridiques, pour examen et rapport, le problème juridique soulevé par le représentant de l'Argentine".

Sur la suggestion du représentant du Chili, la Commission a en outre décidé que l'opinion que la Sixième Commission pourrait exprimer n'influerait en rien sur la recommandation de la Première Commission relative à l'admission du Pakistan, et qu'elle constituerait seulement une référence pour l'avenir.

Le PRÉSIDENT (*traduit de l'anglais*): Je donne maintenant la parole au représentant du Royaume-Uni.

Mr. McNEIL (United Kingdom): I am most grateful for this opportunity of moving the adoption of the report of the First Committee. I have no doubt that the report will be accepted by acclamation, but I am now afforded the opportunity of saying not only that my delegation is glad that these two applications are now about to receive final approval, and is confident that both these countries will make decisive contributions to our deliberations, but I am also given the opportunity of saying that my delegation, of course, is particularly interested in the admission of Pakistan.

Although Pakistan has attained its present status only very recently, it has already shown great vitality. If its delegation has not been inside the General Assembly until now, it has not been very far from us and many of us have already enjoyed the benefit of its advice. The head of the delegation, Sir Mohammad Zafrullah Khan, is well known to many of us. He will be a great asset in all the work of the General Assembly and its Committees.

Therefore, while I, on behalf of my delegation, formally move the adoption of the report of the First Committee, I add the congratulations and best wishes of my Government to Yemen and Pakistan.

The PRESIDENT: I call upon the representative of Egypt.

HEYKAL Pasha (Egypt) (*translated from French*): On behalf of the Egyptian delegation, I very warmly support the applications for membership of the United Nations from the States of Pakistan and Yemen, who come to offer the community of the United Nations a co-operation that I am sure will be fruitful. Their admission will give the Middle and the Far East two more representatives, and marks a new stage in the progress of our organization towards universality. The two new Members will bring with them the fruits of their culture, their wisdom and their traditions. Both are peoples of goodwill. All who have had the advantage of knowing them closely will unhesitatingly bear witness to their innate regard for the principles of our Charter and their resolution to co-operate to the full in the pursuit of our purposes. They are peace-loving peoples as anxious as the best among us for international peace and security. They are fraternal and are believers in equality, and they wish to develop among the nations friendly relations based upon respect for the principle of equality of peoples. They are progressive, and share our desire to solve international economic, social and humanitarian problems and raise the peoples' standard of living.

On behalf of Egypt I therefore welcome Pakistan and Yemen, peace-loving States ready to fulfil with enthusiasm the obligations of the Charter.

The PRESIDENT: I call upon the representative of the United States of America.

M. McNEIL (Royaume-Uni) (*traduit de l'anglais*): Je suis très heureux de l'occasion qui m'est offerte de proposer l'adoption du rapport de la Première Commission. Je ne doute pas que ce rapport soit adopté par acclamations, mais je ne veux pas manquer de déclarer que, non seulement ma délégation est heureuse que les deux demandes d'admission dont il s'agit soient sur le point d'être adoptées, et qu'elle est convaincue que le Yémen et le Pakistan prendront à nos travaux une part très importante, mais aussi qu'elle prend, il va sans dire, un intérêt particulier à l'admission du Pakistan.

Bien que le Pakistan ne jouisse de son statut actuel que depuis peu de temps, il a déjà fait preuve d'une grande vitalité. Si sa délégation ne s'est pas trouvée jusqu'à présent au sein de l'Assemblée, elle n'en a jamais été très éloignée, et beaucoup d'entre nous ont déjà eu l'occasion de profiter de ses avis. Sir Mohammad Zafrullah Khan, chef de cette délégation, nous est bien connu; il sera d'une aide précieuse dans les travaux de l'Assemblée générale et de ses Commissions.

Je propose donc formellement, au nom de ma délégation, l'adoption du rapport de la Première Commission et j'accompagne cette proposition des félicitations et des meilleurs vœux que le Gouvernement du Royaume-Uni forme pour le Yémen et le Pakistan.

Le PRÉSIDENT (*traduit de l'anglais*): Je donne la parole au représentant de l'Égypte.

HEYKAL Pacha (Égypte): Au nom de la délégation égyptienne, j'appuie très chaleureusement la demande d'admission comme Membres de l'Organisation, des États du Pakistan et du Yémen qui viennent apporter à la communauté des Nations Unies une collaboration qui, j'en suis sûr, sera fructueuse. Le Moyen-Orient et l'Extrême-Orient auront ainsi parmi nous deux représentants de plus. C'est une étape nouvelle que franchit notre Organisation dans la voie de l'universalité. Les deux nouveaux États Membres nous apporteront le prix de leur culture, de leur sagacité, de leurs traditions. Ce sont là deux peuples de bonne volonté. Tous ceux qui ont eu l'avantage de les connaître de près vous apporteront sans hésiter le témoignage de leur attachement inné aux principes de notre Charte et de leur résolution de coopérer, dans la pleine mesure de leurs moyens, à la poursuite de nos buts. Pacifiques, ils veulent, comme les meilleurs d'entre nous, la paix et la sécurité internationales. Fraternelles et égalitaires, ils veulent le développement, entre les nations, des relations amicales fondées sur le respect du principe de l'égalité des peuples. Progressistes, ils veulent avec nous la solution des problèmes internationaux, économiques, sociaux et humanitaires qui permettra de relever le niveau d'existence des peuples.

Je souhaite donc, au nom de l'Égypte, la bienvenue au Pakistan et au Yémen, États pacifiques et disposés à remplir cordialement les obligations de la Charte.

Le PRÉSIDENT (*traduit de l'anglais*): Je donne la parole au représentant des États-Unis d'Amérique.

Mr. MARSHALL (United States of America) : The United States delegation is happy to give its full support to the admission of Pakistan to the United Nations. Pakistan has just begun its career as a member of the community of nations, but we have every reason to believe and expect that its role and its contributions in the United Nations will be of much importance. The Government and people of the United States look forward to collaborating with Pakistan in the United Nations.

The United States delegation also heartily supports the admission of Yemen to membership in the United Nations. Yemen clearly qualifies for admission. It is an independent State, able and willing to carry out the obligations contained in the Charter. Its relations with other countries, we believe, have led naturally to its presence here as a Member of the Organization. We welcome the opportunity to collaborate with Yemen in the Organization as we have already done in our mutual diplomatic relations.

The PRESIDENT: I call upon the representative of Iran.

Mr. ADL (Iran) (*translated from French*) : Last year, when three new States were admitted to our Organization, the representative of Iran expressed his Government's satisfaction, and added that every step towards universality—which in the opinion of the Iranian Government is one of the conditions essential to the success of the United Nations—would be warmly welcomed by the Government of Iran.

The Iranian delegation is very happy today to welcome two more States, Pakistan and Yemen, to membership in the United Nations.

My Government is all the more pleased to support the recommendation of the First Committee, since these are two Middle East States, both age-long friends of Iran. Ancient ties bind our country to Pakistan, and it is for me a very pleasant duty to express to the Government and people of Pakistan the friendly greetings of the Government and people of Iran, to welcome most cordially their admission to the United Nations and to congratulate them on the independence they have so nobly won.

The PRESIDENT: I call upon the representative of Afghanistan.

Mr. HOSAYN AZIZ (Afghanistan) : Afghanistan heartily shares in the rejoicing of the peoples of Pakistan in their freedom. We have profound respect for Pakistan. May Pakistan prosper.

The Afghanistan delegation does not wish to oppose the membership of Pakistan in this great Organization, but it is with the deepest regret

M. MARSHALL (Etats-Unis d'Amérique) (*traduit de l'anglais*) : La délégation des États-Unis est heureuse de donner son plein appui à la résolution tendant à admettre le Pakistan comme Membre de l'Organisation des Nations Unies. Le Pakistan vient seulement de commencer sa carrière de membre de la communauté des nations, mais nous avons toutes raisons de croire que son rôle et son apport, dans l'Organisation des Nations Unies, seront d'une grande importance. Le Gouvernement et le peuple des États-Unis envisagent avec plaisir la perspective de collaborer avec le Pakistan au sein de l'Organisation des Nations Unies.

La délégation des États-Unis appuie non moins chaleureusement l'admission du Yémen comme Membre de l'Organisation des Nations Unies. Le Yémen a tous les titres requis pour cette admission. C'est un Etat indépendant, capable de remplir les obligations de la Charte et disposé à le faire. Ses relations avec les autres pays ont amené tout naturellement, croyons-nous, sa venue parmi les Membres de l'Organisation. Nous nous félicitons de l'occasion qui nous est donnée de collaborer avec le Yémen au sein de l'Organisation, tout comme nous l'avons déjà fait dans le cours des relations diplomatiques que nous entretenons avec ce pays.

Le PRÉSIDENT (*traduit de l'anglais*) : Je donne la parole au représentant de l'Iran.

M. ADL (Iran) : L'an dernier, lors de l'admission de trois nouveaux Etats au sein de notre Organisation, le représentant de l'Iran exprima la satisfaction de son Gouvernement, ajoutant que chaque pas fait vers l'universalité — qui, de l'avis du Gouvernement iranien, est l'une des conditions essentielles du succès de l'Organisation des Nations Unies — serait salué avec joie par le Gouvernement de l'Iran.

La délégation de l'Iran est très heureuse de saluer aujourd'hui l'entrée de deux autres Etats, le Pakistan et le Yémen, dans l'Organisation.

Mon Gouvernement est d'autant plus heureux d'appuyer le rapport de la Première Commission qu'il s'agit de deux Etats du Moyen-Orient, tous deux amis séculaires de l'Iran. Des liens millénaires unissent notre pays au Pakistan et ce sera pour moi un très agréable devoir que d'adresser au Gouvernement et au peuple du Pakistan le salut fraternel du Gouvernement et du peuple iraniens, en souhaitant de tout cœur leur admission dans cette Organisation et en les félicitant pour l'indépendance si noblement acquise.

Le PRÉSIDENT (*traduit de l'anglais*) : Je donne la parole au représentant de l'Afghanistan.

M. HOSAYN AZIZ (Afghanistan) (*traduit de l'anglais*) : L'Afghanistan s'associe de tout cœur à l'allégresse que l'indépendance a fait naître au cœur des populations du Pakistan. Nous portons au Pakistan un profond respect. Puisse la fortune lui être favorable.

La délégation de l'Afghanistan ne désire pas s'opposer à l'admission du Pakistan comme Membre de cette grande Organisation, mais déclare,

that we are unable at this time to vote for Pakistan. This unhappy circumstance is due to the fact that we cannot recognize the North-West Frontier as part of Pakistan so long as the people of the North-West Frontier have not been given an opportunity free from any kind of influence—and I repeat, free from any kind of influence—to determine for themselves whether they wish to be independent or to become a part of Pakistan.

The reasons which compel our present action will be given in a statement which I shall make at a later date to the General Assembly.

As the position of my delegation is different with respect to Yemen and to Pakistan, I propose that the application of each be voted upon separately.

The PRESIDENT: I call upon the representative of Iraq.

Mr. JAMALI (Iraq): On behalf of the delegation of Iraq, I wish to express great pleasure in supporting the United Kingdom proposal for the admission of Pakistan and Yemen into our midst.

Pakistan, like India, has a standing historical relationship with my country. Our relations are truly based on the "good neighbour policy." We were delighted that both Pakistan and India achieved their freedom, and today we are especially happy to see Pakistan proposed for admission to membership in the United Nations. We hope that the new State of Pakistan will be a great pillar in preserving international goodwill and co-operation. We are sure that Pakistan is a great champion of the principles of the United Nations Charter.

We are especially happy to support the entry of Yemen, a sister State in the League of Arab States. Yemen's great contribution to human civilization and culture in the past is a well-known fact. We hope that Yemen's admission to the United Nations will inaugurate a new era in the history of Yemen, an era of progress, development, and international co-operation.

While rejoicing at the proposal for admitting Yemen as an Arab League sister State, I hope that the day will not be far off when another member of our League, Transjordan, will be amongst us. Transjordan's ruler and people served the Allied cause in two world wars, and she is certainly entitled to be amongst us as a peace-loving State accepting the obligations contained in Article 4 of the Charter. I sincerely hope that the day is not far off when the veto will not be used against the admission of all peace-loving and progressive countries as it was used against Transjordan, whose admission to membership has been vetoed. While wishing for the entry of all peace-loving States into the United Nations, I wish to support

avec le plus profond regret, ne pouvoir, dans les circonstances actuelles, voter en faveur de cette admission. Ces circonstances fâcheuses résultent du fait qu'il nous est impossible d'admettre que la région frontalière du nord-ouest fasse partie du territoire du Pakistan, tant que la population de cette région, dégagée de toute espèce d'influence — je dis bien: de toute espèce d'influence — n'aura pas eu la possibilité de décider elle-même si elle désire être indépendante ou incorporée au Pakistan.

J'exposerai les raisons qui nous obligent à agir ainsi actuellement dans une déclaration que je ferai ultérieurement à l'Assemblée générale.

Etant donné que l'attitude de ma délégation n'est pas la même à l'égard du Yémen et à l'égard du Pakistan, je propose que les demandes d'admission de ces deux Etats fassent chacune l'objet d'un vote distinct.

Le PRÉSIDENT (*traduit de l'anglais*): Je donne la parole au représentant de l'Irak.

M. JAMALI (Irak) (*traduit de l'anglais*): Au nom de la délégation de l'Irak, je déclare appuyer avec plaisir la proposition du Royaume-Uni tendant à admettre le Pakistan et le Yémen au sein de l'Organisation.

Le Pakistan, de même que l'Inde, entretient avec l'Irak des relations de longue date. Ces relations sont véritablement fondées sur la politique de bon voisinage. Nous avons été très heureux de voir le Pakistan et l'Inde obtenir leur indépendance, et nous nous réjouissons particulièrement aujourd'hui de la proposition tendant à admettre le Pakistan comme Membre de l'Organisation des Nations Unies. Nous espérons que le nouvel Etat du Pakistan jouera un grand rôle dans le maintien de la bonne entente et de la coopération internationales. Nous sommes convaincus que les principes de la Charte des Nations Unies auront en lui un champion résolu.

Nous sommes particulièrement heureux d'appuyer l'admission du Yémen, nation sœur, membre de la Ligue des Etats arabes. La grande contribution apportée dans le passé par le Yémen à la civilisation et à la culture humaines est bien connue. Nous espérons que l'admission du Yémen au sein de l'Organisation des Nations Unies marquera dans l'histoire de ce pays le début d'une ère nouvelle, une ère de progrès, de développement, et de coopération internationale.

Tandis que je me réjouis de la proposition d'admettre le Yémen, nation sœur, membre de la Ligue arabe, je veux espérer que le jour n'est pas éloigné où un autre membre de cette Ligue, la Transjordanie, sera également parmi nous. Le souverain et le peuple de la Transjordanie ont servi la cause des Alliés au cours de deux guerres mondiales, et ce pays, en tant qu'Etat pacifique acceptant les obligations contenues dans l'Article 4 de la Charte, a certainement le droit d'être parmi nous. J'espère sincèrement que le jour viendra bientôt où le veto ne sera plus employé contre l'admission de tous les Etats pacifiques et amis du progrès, comme il l'a été contre la Transjordanie, dont l'admission comme Membre de

and welcome the admission of Pakistan and Yemen to this high and sovereign Organization.

The PRESIDENT: I call upon the representative of India.

Mrs. PANDIT (India): It gives me pleasure to join in the welcome which this Assembly of the United Nations extends to Pakistan. It is a matter of gratification to us from India that our sister nation should take its legitimate place in the international community here, and make a contribution to the solution of the problems which face the world.

In the case of Pakistan, there was no dispute about its claim to membership in the United Nations, and we have no doubt that, by its positive contribution to our deliberations and by its loyal adherence to the principles of the Charter, it will earn respect and honour among nations.

As part of the former Indian Empire, Pakistan has already been associated with the work of the United Nations, and in that sense Pakistan is not a newcomer among us. We are all aware of the position it holds in area, population and resources among the nations of Asia, and its association must therefore be a source of strength to us. We of the Indian delegation welcome Pakistan and wish it all success in its new responsibilities.

We also welcome to the United Nations the ancient State of Yemen, whose relations with my country have always been cordial and are of long standing. We wish it success in the new sphere it is entering, and extend, on behalf of India, our very good wishes.

The PRESIDENT: I call upon the representative of Turkey.

Mr. SARPEN (Turkey): The Turkish delegation supports the motion of the United Kingdom delegation concerning the admission of Yemen and Pakistan to the United Nations, to which I am sure they will bring very valuable contributions. On this occasion, I take pleasure in conveying to those two friendly countries the best wishes of my country and of my delegation.

The PRESIDENT: I call upon the representative of Lebanon.

Mr. MALIK (Lebanon): In the name of my Government and my delegation, I wish to welcome to our midst our two new friends, Pakistan and Yemen. We are certain of their positive contribution to our work.

L'Organisation s'est heurtée à un veto. En souhaitant que tous les Etats pacifiques puissent entrer dans l'Organisation des Nations Unies, je désire appuyer chaleureusement la résolution tendant à admettre le Pakistan et le Yémen au sein de cette noble et souveraine Organisation.

Le PRÉSIDENT (*traduit de l'anglais*): Je donne la parole au représentant de l'Inde.

Mme PANDIT (Inde) (*traduit de l'anglais*): C'est avec plaisir que je m'associe aux paroles de bienvenue prononcées au sein de l'Assemblée des Nations Unies à l'adresse du Pakistan. Nous avons, nous, Hindous, particulièrement lieu de nous réjouir qu'une nation sœur prenne la place qui lui revient ici, dans la communauté internationale, et puisse contribuer à la solution des problèmes qui se posent au monde.

En ce qui concerne le Pakistan, sa demande d'admission comme Membre des Nations Unies n'a donné lieu à aucune contestation, et nous ne doutons pas que, par la part positive qu'il prendra à nos délibérations et par sa fidélité aux principes de la Charte, il n'acquière parmi les nations respect et distinction.

En tant qu'élément de l'ancien Empire de l'Inde, le Pakistan s'est déjà trouvé associé à l'œuvre de l'Organisation des Nations Unies, et, à cet égard, il n'est pas un nouveau venu parmi nous. Nous savons tous quelle situation le Pakistan occupe, par suite de son étendue, de sa population et de ses ressources, parmi les nations de l'Asie, et nous devrions par conséquent retirer de la force de sa présence à nos côtés. La délégation de l'Inde accueillera avec plaisir le Pakistan, et forme des vœux pour l'heureux accomplissement de la nouvelle tâche qui l'attend.

Nous serons également heureux d'accueillir dans l'Organisation des Nations Unies le Yémen, Etat ancien avec lequel l'Inde entretient de longue date des relations qui ont toujours été cordiales. Nous souhaitons au Yémen de réussir dans le nouveau domaine où il va avoir accès, et lui adressons, au nom de l'Inde, nos meilleurs vœux.

Le PRÉSIDENT (*traduit de l'anglais*): Je donne la parole au représentant de la Turquie.

M. SARPEN (Turquie) (*traduit de l'anglais*): La délégation de la Turquie appuie la motion présentée par la délégation du Royaume-Uni concernant l'admission du Yémen et du Pakistan comme Membres de l'Organisation des Nations Unies, à laquelle, j'en suis persuadé, ils apporteront une contribution très précieuse. A cette occasion, j'ai grand plaisir à transmettre à ces deux pays amis, les meilleurs vœux de mon pays et de ma délégation.

Le PRÉSIDENT (*traduit de l'anglais*): Je donne la parole au représentant du Liban.

M. MALIK (Liban) (*traduit de l'anglais*): Au nom de mon Gouvernement et de ma délégation, je serai heureux d'accueillir parmi nous nos deux nouveaux amis, le Pakistan et le Yémen. Nous sommes convaincus qu'ils apporteront à nos travaux une contribution positive.

It is evident that the East is waking up and desires to play its constructive role in the world community. The East wants to bring its culture, its tradition and its ancient wisdom to the common pool of world deliberation. Both these ancient States are peace-loving, venerable and willing to abide by the obligations of the Charter. Only good can come of their joining us; good to both East and West alike.

The PRESIDENT: I call upon the representative of Brazil.

Mr. MUNIZ (Brazil): The Brazilian delegation gives its heartiest support to the admission of Pakistan and Yemen to the United Nations. We are sure that these two States will bring to the United Nations a contribution of their culture, their way of life and their civilization, thus completing the work of the United Nations and making it more universal.

Pakistan and Yemen represent a typical form of civilization, the Eastern civilization, a civilization given to religion and ideas which will contribute in bringing to the United Nations a meeting of the East and the West.

The PRESIDENT: I have no more speakers on my list. I believe the Assembly wishes to approve the First Committee's report and to adopt the resolution which is before it. The only objection I have is from Afghanistan. The recommendations of the report relating to Yemen were unanimously adopted by the First Committee and I submit them to the Assembly.

Yemen was admitted to membership in the United Nations Organization.

The PRESIDENT: We shall have to take a vote, in accordance with rule 74, on the recommendations relating to Pakistan.

A vote was taken by a show of hands, as a result of which Pakistan was elected to membership in the United Nations Organization by 53 votes to 1, with no abstentions.

The PRESIDENT: Rule 116 of the provisional rules of procedure of the General Assembly requires that a State, whose application has been approved by the General Assembly, shall submit an instrument of adherence. I now call upon the representatives of these two States whose admission has been approved by the General Assembly, to come forward to the speaker's rostrum and to submit to the Secretary-General their instruments of adherence.

At the invitation of the President, Sir Mohammad Zafrullah Khan, representative of Pakistan, and Prince Seif el Islam Abdullah, representative of Yemen, took their places on the platform.

Il est évident que l'Orient s'éveille et désire jouer un rôle constructif dans la communauté des nations. L'Orient désire apporter au fonds commun des délibérations internationales sa culture, ses traditions et sa sagesse séculaire. Les deux anciens Etats dont il s'agit sont pacifiques, dignes d'un grand respect et disposés à respecter les obligations de la Charte. Leur venue parmi nous ne peut être que profitable, tant pour l'Orient que pour l'Occident.

Le PRÉSIDENT (*traduit de l'anglais*): Je donne la parole au représentant du Brésil.

M. MUNIZ (Brésil) (*traduit de l'anglais*): La délégation brésilienne appuie chaleureusement la proposition tendant à admettre le Pakistan et le Yémen dans l'Organisation des Nations Unies. Nous sommes convaincus que ces deux Etats, en faisant à cette Organisation l'apport de leur culture, de leur mode de vie et de leur civilisation, contribueront à parachever l'œuvre des Nations Unies et à lui donner un caractère plus universel.

Le Pakistan et le Yémen représentent une forme distincte de civilisation: la civilisation orientale, civilisation qui s'appuie sur la religion et sur des idées qui contribueront à rapprocher l'Orient et l'Occident au sein de l'Organisation des Nations Unies.

Le PRÉSIDENT (*traduit de l'anglais*): Il n'y a plus d'orateurs inscrits. Je crois que l'Assemblée est désireuse d'approuver le rapport de la Première Commission et d'adopter la résolution dont elle est saisie. Seul l'Afghanistan a formulé une objection. Les recommandations du rapport relatives au Yémen ont été adoptées à l'unanimité par la Première Commission. Je les sou mets à l'approbation de l'Assemblée. En ce qui concerne les recommandations relatives au Pakistan, nous devons procéder au vote, conformément à l'article 74 du règlement.

Le Yémen est admis en qualité de Membre de l'Organisation des Nations Unies.

Le PRÉSIDENT (*traduit de l'anglais*): Conformément à l'article 74 du règlement intérieur, nous allons procéder à un vote sur les recommandations ayant trait à l'admission du Pakistan.

A la suite d'un vote à main levée le Pakistan est élu Membre de l'Organisation des Nations Unies par 53 voix contre 1; il n'y a pas d'abstention.

Le PRÉSIDENT (*traduit de l'anglais*): L'article 116 du règlement intérieur provisoire de l'Assemblée générale stipule qu'un Etat dont la demande d'admission a reçu l'agrément de l'Assemblée générale doit présenter un instrument d'adhésion. J'invite donc les représentants des deux Etats dont l'admission vient de recevoir l'approbation de l'Assemblée générale à monter à la tribune et à présenter au Secrétaire général leurs instruments d'adhésion.

Sur l'invitation du Président, Sir Mohammad Zafrullah Khan, représentant du Pakistan, et le Prince Seif el Islam Abdullah, représentant du Yémen, prennent place à la tribune.

The PRESIDENT: The membership of Pakistan and Yemen, in accordance with rule 116, dates from this moment, and on behalf of the General Assembly, I wish to welcome these two States. I express to them the deep satisfaction, which I am sure is felt by all members of the Assembly, and look forward to the collaboration of Yemen and Pakistan in the deliberations of the General Assembly during this and future sessions. I am sure that we all value greatly the contributions they will make as Members of the United Nations and the support that their peoples will bring to the work of our Organization.

I call upon the representative of Pakistan.

Sir Mohammad ZAFRULLAH Khan (Pakistan): I should like to thank the President and the delegations of the United Kingdom, Egypt, the United States of America, Iran, Iraq, India, Turkey, Lebanon and Brazil for the kind words of welcome with which the admission of Pakistan to the United Nations has been greeted.

I also desire to thank the General Assembly, on behalf of the Government of Pakistan and the members of the Pakistan delegation, for the admission of Pakistan to membership in the United Nations.

In one sense, the admission of Pakistan to the United Nations is not the admission of a new Member. Until 15 August of this year, Pakistan and India constituted one State. On 15 August they agreed to constitute themselves into two separate sovereign States. One chose to continue to call itself by the old name of India, which had applied to the whole of the country, and the other elected to call itself by the name of Pakistan.

Inasmuch as Pakistan had been a part of India, it was, in effect, under the latter name, a signatory to the Treaty of Versailles and an original Member of the League of Nations. I recall that I had the honour of being the head of the Indian delegation at the last session of the Assembly of the League of Nations held at Geneva in December 1939. In the same sense, Pakistan, as a part of India, participated in the San Francisco Conference in 1945 and became a signatory to the United Nations Charter. Therefore, Pakistan is not a new Member of the United Nations, but a co-successor to a Member State which was one of the founders of the Organization.

Though Pakistan's admission to the United Nations is only a formal proceeding, Pakistan interprets it as an expression of confidence in the devotion of Pakistan to the ideals of the United Nations, of which it hopes it will continue to give ample proof on every occasion and in every direction.

It is more than two years since the Second World War is supposed to have come to an end; yet the world is still groping for peace, which seems continuously to elude its grasp. The great nations, which were able to pool their resources

Le PRÉSIDENT (*traduit de l'anglais*): En vertu de l'Article 116, le Pakistan et le Yémen sont dès maintenant Membres de l'Organisation des Nations Unies et, au nom de l'Assemblée générale, je désire leur souhaiter la bienvenue. Je leur exprime le profond contentement que partagent, j'en suis persuadé, tous les Membres de l'Assemblée, et j'envisage avec plaisir la perspective de collaborer avec le Yémen et le Pakistan dans les délibérations de l'Assemblée générale, au cours de la présente session et de celles qui suivront. Je suis convaincu que nous attacherons, tous, un grand prix à la contribution qu'ils apporteront en tant que Membres de l'Organisation des Nations Unies et à l'appui que leurs populations donneront à l'œuvre de notre Organisation.

Je donne la parole au représentant du Pakistan.

Sir Mohammad ZAFRULLAH Khan (Pakistan) (*traduit de l'anglais*): Je désire tout d'abord remercier le Président et les délégations du Royaume-Uni, de l'Égypte, des États-Unis d'Amérique, de l'Iran, de l'Iraq, de l'Inde, de la Turquie, du Liban et du Brésil pour les aimables paroles de bienvenue qu'ils ont prononcées à propos de l'admission du Pakistan dans l'Organisation des Nations Unies.

Je désire également remercier l'Assemblée, au nom du Gouvernement du Pakistan et des membres de la délégation de ce pays, d'avoir admis le Pakistan comme Membre de l'Organisation des Nations Unies.

En un sens, l'admission du Pakistan comme Membre de l'Organisation n'est pas celle d'un nouveau Membre. Jusqu'au 15 août de cette année, le Pakistan et l'Inde constituaient un seul Etat. Le 15 août, il se sont, d'un commun accord, séparés en deux États souverains. L'un a préféré continuer à porter l'ancien nom d'Inde, qui s'appliquait à l'ensemble du pays, tandis que l'autre a choisi celui de Pakistan.

Sous le nom de l'Inde, en effet, le Pakistan, en tant que partie de ce pays, a figuré parmi les signataires du Traité de Versailles et parmi les Membres de la Société des Nations, dès l'origine de celle-ci. Je rappelle que j'ai eu l'honneur d'être à la tête de la délégation de l'Inde à la dernière session de l'Assemblée de la Société des Nations, tenue à Genève en décembre 1939. Toujours en tant que partie de l'Inde, le Pakistan a participé à la Conférence de San-Francisco en 1945, et a signé la Charte des Nations Unies. Le Pakistan n'est donc pas un nouveau Membre de l'Organisation des Nations Unies, mais un co-successeur d'un Etat Membre qui fut l'un des fondateurs de l'Organisation.

Bien que l'admission du Pakistan dans l'Organisation des Nations Unies ne soit qu'une simple formalité, le Pakistan y voit une marque de confiance dans son dévouement aux idéals des Nations Unies, dévouement dont il espère continuer à donner de nombreuses preuves en toutes circonstances et dans tous les domaines.

La deuxième guerre mondiale est censée avoir pris fin depuis plus de deux ans et, cependant, le monde continue de tâtonner, à la recherche d'une paix qui semble continuellement lui échapper. Les grandes nations, qui ont été capables de mettre

and their statesmanship for the winning of the war, appear to be afflicted with the incapacity to come to a frank and whole-hearted agreement on the lines upon which the foundations of peace should be laid. On behalf of my Government, I beg to convey to the United Nations the assurance that Pakistan will do all that lies within its power to bring about a better understanding among nations and to make the utmost contribution of which it is capable towards securing and maintaining lasting peace. It will also be ever ready, and indeed anxious, to make its due contribution towards the alleviation of all forms of human suffering and distress, and the promotion of beneficent co-operation among the nations for the general raising of standards of living and the fostering of liberty and tolerance throughout the world.

In the past, armed conflict has resulted mainly from false notions of racial superiority, the desire for economic exploitation of the weak by the strong, and intolerance of ideas that were not in accord with those that one nation preferred for itself and desired to impose upon others. Pakistan will always endeavour to promote that which tends towards the widening of liberty and equality, beneficent co-operation, and the widest and deepest tolerance, as it is convinced that it is only through these means that peace can be assured and humanity speeded on towards the achievement of true prosperity.

It would, I conceive, not be open to me at this stage to submit any observations on what the United Nations has so far achieved and what it has been unable to accomplish. Permit me, however, to say that we of the Pakistan delegation, while fully appreciating the ideals of the United Nations, are equally conscious of its handicaps and shortcomings. As has been said, however, this is an imperfect world, and it is precisely for this reason that a world organization of the character of the United Nations is indispensable if mankind is to have a reasonable chance of escaping calamities and disasters out of all comparison with those which it has had to endure in the recent past. We are convinced that the United Nations offers to mankind its last chance of salvation in the political, economic and social fields, and that our united efforts ought to be directed towards strengthening the Organization, discovering means of making it work in the spirit in which it was founded, and achieving the ideals which have been set as its goal. Pakistan will always make its fullest contribution towards that end.

The PRESIDENT: I call upon the representative of Yemen.

Prince SEIF EL ISLAM ABDULLAH (Yemen) (*translated from the French version of the Arab text*): Mr. President, gentlemen, in greeting you in the name of the most clement and merciful God, it gives me special pleasure to express on

leurs ressources en commun et de réaliser la coopération de leurs hommes d'Etat en vue de la victoire, semblent affligées d'incapacité lorsqu'il s'agit de se mettre d'accord, franchement et sans réserve, sur les fondements à donner à l'édifice de la paix. Au nom de mon Gouvernement, j'ai l'honneur de transmettre aux Nations Unies l'assurance que le Pakistan fera tout ce qui est en son pouvoir pour amener une meilleure entente entre les nations et pour contribuer, dans toute la mesure de ses possibilités, à assurer et à maintenir une paix durable. Le Pakistan sera également toujours prêt, et il aura cette tâche à cœur, à apporter la contribution qui lui revient, au soulagement de la souffrance et de la détresse humaine sous toutes leurs formes, ainsi qu'à la réalisation d'une coopération profitable entre toutes les nations, en vue d'élever partout les niveaux de vie et de faire régner la liberté et la tolérance dans le monde entier.

Dans le passé, les conflits armés ont surtout résulté de fausses notions sur la supériorité raciale, d'un désir d'exploitation économique du faible par le fort et de l'intolérance à l'égard d'idées qui différaient de celles auxquelles une nation se ralliait et qu'elle désirait imposer aux autres. Le Pakistan s'efforcera toujours d'encourager tout ce qui est propre à étendre la liberté et l'égalité, la coopération bienfaisante et la tolérance la plus large, étant convaincu que c'est seulement par ces moyens que l'on pourra assurer la paix et accélérer les progrès de l'humanité dans la voie de la prospérité véritable.

Il ne conviendrait pas, je le conçois, que la délégation du Pakistan formule, à l'heure actuelle, des observations sur les résultats que l'Organisation des Nations Unies a obtenus jusqu'ici, et sur ce qu'elle n'a pas été capable d'accomplir. Qu'il lui soit cependant permis de déclarer qu'elle a pleinement conscience, à la fois, des idéals de l'Organisation des Nations Unies et des imperfections de celle-ci, ainsi que des obstacles qu'elle rencontre. Toutefois, comme on l'a dit, le monde n'est pas parfait, et c'est précisément la raison pour laquelle une organisation mondiale comme celle des Nations Unies est indispensable, si l'on veut donner à l'humanité une chance d'éviter des calamités et des désastres hors de toute comparaison avec ceux qu'elle a dû subir dans un passé récent. Nous sommes convaincus que l'Organisation des Nations Unies représente pour l'humanité une dernière chance de salut dans les domaines politique, économique et social, et que nos efforts conjugués doivent tendre à renforcer l'Organisation et à trouver les moyens de lui permettre de fonctionner selon l'esprit qui a présidé à sa création, et de réaliser les idéals qui constituent ses objectifs. Le Pakistan contribuera toujours de tout son pouvoir à la réalisation de ces objectifs.

Le PRÉSIDENT (*traduit de l'anglais*): Je donne la parole au représentant du Yémen.

Le Prince SEIF EL ISLAM ABDULLAH (Yémen) (*traduit de l'arabe*): Au nom de Dieu clément et miséricordieux, Monsieur le Président, honorables représentants, en vous saluant de la façon la plus cordiale, il m'est particulièrement agréable d'ex-

behalf of His Majesty the Imam Yahya, King of Yemen, and on behalf of his Government, the deepest gratitude for this demonstration of candid sympathy which your Organization has extended to Yemen, both in the Security Council and at the present meeting of the General Assembly.

It also gives me great pleasure to thank the honourable representatives who have been kind enough to extend a welcome and offer their best wishes to this little country whose population does not exceed five million, and to recall its century-old struggle for the defence and affirmation of her liberty and independence.

In paying tribute to their kindness, Yemen wishes to stress how deeply it is interested in achieving the purposes of the new Organization. Its faith in the value of these purposes explains and justifies its great desire to co-operate with the other States in building a lasting peace, and in creating better conditions for the development of international life.

In this connexion, we should not forget that Yemen appreciates at their true value the efforts which have been made to consolidate the foundations of a peace bought at the price of so much suffering and misery. Any threat to the peace now would not only involve a possible repetition of these sufferings and misery, or the interruption of a period of salutary and beneficent prosperity; it might go beyond these traditional limits and jeopardize the future of the present civilization, if not the existence of mankind.

It is therefore natural that international, or rather universal, solidarity should appear at the present time as an imperative duty on account not only of its ideological value, but of a genuine urge derived more particularly from our recent experience of the use of war weapons in their most advanced form.

Hence, it was wise to set up this regulatory Organization which is to control the international conscience and ensure that the common will to live at peace will prevail over the particularism of the past, at the same time promoting social progress in an atmosphere of brotherly co-operation.

Granted this task is not an easy one, but we should not be discouraged by setbacks and difficulties. On the contrary, they should incite us to added efforts and loyalty with a view to achieving the aspirations of mankind.

Fully conscious of the difficulties of the situation, Yemen comes to give its support to the noble task which the United Nations has undertaken, thus affirming its confidence in the principles laid down by the Charter and in the good intentions which governed their formulation. Yemen is convinced that the Organization must be guided by these intentions in seeking the most equitable solutions for the various problems upon which opinion is divided at the moment.

Yemen, the country of Sheba and of Mareb, the cradle of an ancient civilization, was called Arabia Felix because it held virtue in high

primer, au nom de Sa Majesté le roi du Yémen, l'Imam Yahya, et au nom de son Gouvernement, la reconnaissance la plus profonde pour cette manifestation de franche sympathie que votre Organisation a bien voulu réserver au Yémen, tant au sein du Conseil de sécurité qu'au cours de la présente séance de l'Assemblée générale.

J'ai également un grand plaisir à adresser mes remerciements aux honorables représentants qui ont bien voulu souhaiter la bienvenue et offrir leurs meilleurs vœux à ce petit pays dont la population ne dépasse pas cinq millions d'habitants, et retracer sa lutte à travers les siècles pour la défense et l'affirmation de sa liberté et de son indépendance.

En rendant hommage à leur bienveillante appréciation, le Yémen tient à mettre en relief l'intérêt qu'il attache à la réalisation des buts de l'Organisation nouvelle. Sa foi dans la valeur de ces buts explique et justifie son vif désir de co-opérer avec les autres Etats à l'édification d'une paix durable et à la création de meilleures conditions pour le développement de la vie internationale.

A cet égard, on ne saurait perdre de vue que le Yémen apprécie à leur juste valeur les efforts déployés pour consolider les assises d'une paix acquise au prix d'une série de souffrances et de misères. En effet, toute menace contre la paix ne se borne plus à comporter la répétition éventuelle de ces souffrances et de ces misères ou l'interruption d'une période de prospérité salutaire et bienfaisante; elle pourrait dépasser ces limites traditionnelles pour mettre en jeu l'avenir de la civilisation actuelle, sinon l'existence de l'humanité.

Il est donc naturel que la solidarité internationale, ou plutôt universelle, se présente à l'heure actuelle comme un devoir impérieux, qui s'impose tant par sa valeur idéologique que par une force réelle puisée plus particulièrement dans l'expérience récente de l'emploi d'instruments de guerre dans leur forme la plus évoluée.

Aussi a-t-il été judicieux de créer cet organe régulateur qui doit commander à la conscience internationale pour faire prévaloir, sur le particularisme du passé, la volonté commune de vivre en paix et favoriser le progrès social dans une ambiance de coopération fraternelle.

Certes, la tâche n'est pas aisée, mais les heurts et les difficultés ne sauraient en aucune façon décourager les esprits, mais doivent les inciter, au contraire, à accroître leur contribution et leur loyauté à la réalisation des aspirations humaines.

Pleinement conscient des difficultés de la situation, le Yémen vient s'atteler à la noble tâche que les Nations Unies se sont assignée, affirmant par là même sa confiance dans les principes posés par la Charte et les bonnes intentions qui ont présidé à leur élaboration. Il est persuadé que ces intentions devront guider l'Organisation dans la recherche des solutions les plus équitables aux différents problèmes qui divisent les opinions à l'heure actuelle.

Le Yémen, pays de Saba et de Mareb, berceau d'une vieille civilisation, fut dénommé *Arabia Felix* parce qu'il préconisait le bien et s'évertuait

esteem and strove to ensure peace, liberty and co-operation. The keystone of Yemen's foreign policy is the maintenance of the most friendly relations with all States, as may be seen from the treaties of friendship which it has concluded with several members of this Organization and particularly with all the major Powers. Yemen is already a member of the Arab League, and within that regional organization helps to consolidate the foundations of security and international collaboration.

If I have to make a confession of faith on this solemn occasion, I should like to say that Yemen will always stand for peace, justice and co-operation; it will stand for virtue and for freedom; it will stand for the spirit which has inspired the provisions of the Charter and for the ideal which it attempts to realize.

May God grant us all the success for which we hope!

24. Election of non-permanent members to the Security Council

The PRESIDENT: According to its rules of procedure, the General Assembly, in the course of each regular session, elects three non-permanent members of the Security Council. The term of each of these members is two years. The General Assembly is therefore called upon now to elect three members to the places occupied at present by Australia, Brazil and Poland, whose terms will expire on 31 December 1947. The terms of the members now to be elected will begin on 1 January 1948.

According to Article 23, paragraph 2, of the Charter, the three members whose terms will expire at the end of this year are not eligible for immediate re-election. Thus, in the election which is about to take place, all Members of the General Assembly are eligible with the exception of the eleven Member States at present represented on the Security Council. These eleven States are as follows: Australia, Belgium, Brazil, China, Colombia, France, Poland, Syria, Union of Soviet Socialist Republics, United Kingdom and United States of America.

In accordance with rule 86 of the General Assembly's rules of procedure, the election will take place by secret ballot. The three members receiving the votes of a two-thirds majority of the members present and voting will be declared elected. Ballot forms are now being distributed, and members are requested to write the names of three eligible members on those forms. Ballots containing more than three names will be declared invalid.

At the invitation of the President, Mr. Entezam (Iran) and Mr. Hagglof (Sweden) acted as tellers.

A vote was then taken by secret ballot on the basis of 57 Members voting, 57 valid votes and a two-thirds majority of 38 votes required for election.

à assurer la paix, la liberté et la coopération. La clef de voûte de la politique extérieure du Yémen est d'entretenir les meilleures relations avec tous les Etats, ainsi qu'il ressort des traités d'amitié que le Yémen a conclus avec plusieurs Membres de cette Organisation et surtout avec toutes les grandes Puissances. Le Yémen fait déjà partie de la Ligue des Etats Arabes et contribue, au sein de cet organisme régional, à consolider les assises de la sécurité et la collaboration internationale.

S'il s'agit de faire une profession de foi en cette occasion solennelle, je dirai que le Yémen sera toujours pour la paix, la justice et la coopération; il sera pour le bien, la liberté; il sera pour l'esprit qui a inspiré les dispositions de la Charte et pour l'idéal qu'elle tend à réaliser.

Que Dieu nous assure à tous le succès souhaité!

24. Election de membres non permanents au Conseil de sécurité

Le PRÉSIDENT (*traduit de l'anglais*): Conformément à son règlement intérieur, l'Assemblée générale, au cours de chaque session ordinaire, élit trois membres non permanents du Conseil de sécurité. Le mandat de ces membres est de deux ans. L'Assemblée générale est donc appelée maintenant à élire trois membres, afin de pourvoir aux sièges actuellement occupés par l'Australie, le Brésil et la Pologne, dont le mandat vient à expiration le 31 décembre 1947. Le mandat des membres qui seront élus entrera en vigueur le 1er janvier 1948.

Conformément au paragraphe 2 de l'Article 23 de la Charte, les trois membres dont le mandat vient à expiration à la fin de cette année ne sont pas immédiatement rééligibles. Tous les Membres de l'Assemblée générale sont donc éligibles aux sièges auxquels l'élection a pour but de pourvoir, à l'exception des onze Etats Membres actuellement représentés au Conseil de sécurité. Ces onze Etats Membres sont les suivants: l'Australie, la Belgique, le Brésil, la Chine, la Colombie, la France, la Pologne, la Syrie, l'Union des Républiques socialistes soviétiques, la Royaume-Uni, les Etats-Unis d'Amérique.

Conformément à l'article 86 du règlement intérieur de l'Assemblée générale, l'élection aura lieu au scrutin secret. Les trois membres qui auront recueilli la majorité des deux tiers des voix des Membres présents et votants seront déclarés élus. On procède en ce moment à la distribution des bulletins de vote, sur lesquels les Membres de l'Assemblée sont priés d'inscrire les noms de trois Membres éligibles. Les bulletins contenant plus de trois noms seront déclarés nuls.

Sur l'invitation du Président, M. Entezam (Iran) et M. Hagglof (Suède) assurent les fonctions de scrutateurs.

On procède au vote au scrutin secret. Cinquante-sept Membres y prennent part. Il y a 57 suffrages exprimés. La majorité des deux tiers requise est de 38 voix.

The result of the voting was as follows:

	Number of votes
Argentina	41
Canada	41
Ukrainian Soviet Socialist Republic...	33
India	29
Czechoslovakia	8
Uruguay	8
Chile	2
Ethiopia	1
Greece	1
Guatemala	1
Philippines	1

Argentina and Canada were elected members of the Security Council.

The PRESIDENT: The next ballot, as you know, will be confined to the Ukrainian Soviet Socialist Republic and India. All votes cast for other countries will be invalid.

At the invitation of the President, Mr. Entezam (Iran) and Mr. Hagglof (Sweden) acted as tellers.

A vote was then taken by secret ballot on the basis of 56 Members voting, 53 valid votes, 3 invalid ballots and a two-thirds majority of 36 votes required for election.

The result of the voting was as follows:

	Number of votes
Ukrainian Soviet Socialist Republic..	29
India	24

The PRESIDENT: We shall have to vote again.

The meeting rose at 1.25 p.m.

NINETY-THIRD PLENARY MEETING

Held in the General Assembly Hall at Flushing Meadow, New York, on Tuesday, 30 September 1947, at 3 p.m.

President: Mr. O. ARANHA (Brazil).

25. Continuation of the election of non-permanent members to the Security Council

The PRESIDENT: As you know, we have to vote again. There are only two candidates: the Ukrainian Soviet Socialist Republic and India.

At the invitation of the President, Mr. Entezam (Iran) and Mr. Hagglof (Sweden) acted as tellers.

A vote was then taken by secret ballot on the basis of 56 Members voting, 54 valid votes, 1 in-

Les résultats sont les suivants:

	Nombre de voix
Argentine	41
Canada	41
République socialiste soviétique d'Ukraine	33
Inde	29
Tchécoslovaquie	8
Uruguay	8
Chili	2
Ethiopie	1
Grèce	1
Guatemala	1
Philippines	1

L'Argentine et le Canada sont élus membres du Conseil de sécurité.

Le PRÉSIDENT (traduit de l'anglais): Le prochain tour de scrutin, comme vous le savez, sera limité à la République socialiste soviétique d'Ukraine et à l'Inde. Tous les bulletins portant le nom d'autres pays seront déclarés nuls.

Sur l'invitation du Président, M. Entezam (Iran) et M. Hagglof (Suède) assurent les fonctions de scrutateurs.

On procède au vote au scrutin secret. Cinquante-six Membres y prennent part. Il y a 53 suffrages exprimés; 3 sont déclarés nuls. La majorité des deux tiers requise est de 36 voix.

Les résultats sont les suivants:

	Nombre de voix
République socialiste soviétique d'Ukraine	29
Inde	24

Le PRÉSIDENT (traduit de l'anglais): Il faudra que nous procédions à un nouveau tour de scrutin.

La séance est levée à 13 h. 25.

QUATRE-VINGT-TREIZIEME SEANCE PLENIERE

Tenue dans la salle de l'Assemblée générale à Flushing Meadow, New-York, le mardi 30 septembre 1947, à 15 heures.

Président: M. O. ARANHA (Brésil).

25. Suite de l'élection de membres non permanents au Conseil de sécurité

Le PRÉSIDENT (traduit de l'anglais): Comme vous le savez, nous devons procéder à un nouveau vote. Il y a deux candidats seulement: la République socialiste soviétique d'Ukraine et l'Inde.

Sur la proposition du Président M. Entezam (Iran) et M. Hagglof (Suède) sont désignés comme scrutateurs.

On procède au vote au scrutin secret. Cinquante-six Membres y prennent part. Il y a 54